

PRESS RELEASE

Corfu, 24 June 1994

7979/94 (Presse 138)

The Treaty of Accession of Norway, Austria, Finland and Sweden to the European Union and the Final Act were signed at a ceremony held on 24 June 1994 in Corfu on the occasion of the meeting of the European Council.

The following persons signed:

- For the Kingdom of Belgium:  
Mr Jean-Luc DEHAENE, Prime Minister  
Mr Willy CLAES, Minister for Foreign Affairs  
Mr Philippe de SCHOUTHEETE de TERVARENT, Ambassador,  
Permanent Representative to the European Union
- For the Kingdom of Denmark:  
Mr Poul Nyrup RASMUSSEN, Prime Minister  
Mr Niels Helveg PETERSEN, Minister for Foreign Affairs  
Mr Gunnar RIBERHOLDT, Ambassador, Permanent Representative  
to the European Union
- For the Federal Republic of Germany:  
Mr Helmut KOHL, Federal Chancellor  
Mr Klaus KINKEL, Minister for Foreign Affairs  
Mr Dietrich von KYAW, Ambassador, Permanent Representative  
to the European Union
- For the Hellenic Republic:  
Mr Andreas PAPANDREOU, Prime Minister  
Mr Karolos PAPOULIAS, Minister for Foreign Affairs  
Mr Theodoros PANGALOS, Deputy Minister for Foreign Affairs
- For the Kingdom of Spain:  
Mr Felipe GONZALEZ MARQUEZ, Prime Minister  
Mr Javier SOLANA MADARIAGA, Minister for Foreign Affairs  
Mr Carlos WESTENDORP Y CABEZA, State Secretary

- **For the French Republic:**
  - Mr Eduard BALLADUR, Prime Minister
  - Mr Alain JUPPE, Minister for Foreign Affairs
  - Mr Alain LAMASSOURE, Minister with special responsibility for European Affairs
  - Mr Pierre de BOISSIEU, Ambassador, Permanent Representative to the European Union
  
- **For Ireland:**
  - Mr Albert REYNOLDS, Taoiseach
  - Mr Dick SPRING, Minister for Foreign Affairs
  - Mr Padraic McKERNAN, Ambassador, Permanent Representative to the European Union
  
- **For the Italian Republic:**
  - Mr Silvio BERLUSCONI, Prime Minister
  - Mr Antonio MARTINO, Minister for Foreign Affairs
  - Mr Livio CAPUTO, State Secretary for Foreign Affairs
  
- **For the Grand Duchy of Luxembourg:**
  - Mr Jacques SANTER, Prime Minister
  - Mr Jacques F. POOS, Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs
  - Mr Jean-Jacques KASEL, Ambassador, Permanent Representative to the European Union
  
- **For the Kingdom of the Netherlands:**
  - Mr R.F.M. LUBBERS, Prime Minister
  - Mr P.H. KOOIJMANS, Minister for Foreign Affairs
  - Mr B.R. BOT, Ambassador, Permanent Representative to the European Union
  
- **For the Kingdom of Norway:**
  - Ms Gro HARLEM BRUNDTLAND, Prime Minister
  - Mr Bjørn TORE GODAL, Minister for Foreign Affairs
  - Ms Grete KNUDSEN, Minister for Trade and Shipping
  - Mr Eivinn BERG, Ambassador, Head of the Delegation responsible for the negotiations
  
- **For the Republic of Austria:**
  - Mr Franz VRANITZKY, Federal Chancellor
  - Mr Alois MOCK, Federal Minister for Foreign Affairs
  - Mr Ulrich STACHER, Director-General, Federal Chancellery
  - Mr Manfred SCHEICH, Ambassador to the European Communities
  
- **For the Portuguese Republic:**
  - Mr Aníbal CAVACO SILVA, Prime Minister
  - Mr José Manuel DURÃO BARROSO, Minister for Foreign Affairs
  - Mr Victor MARTINS, State Secretary for European Affairs

- For the **Republic of Finland:**
  - Mr Esko AHO, Prime Minister
  - Mr Pertti SALOLAINEN, Minister for Foreign Trade
  - Mr Heikki HAAVISTO, Minister for Foreign Affairs
  - Mr Veli SUNDBÄCK, State Secretary
  
- For the **Kingdom of Sweden:**
  - Mr Carl BILDT, Prime Minister
  - Ms Margaretha af UGGLAS, Minister for Foreign Affairs
  - Mr Ulf DINKELSPIEL, Minister for European Affairs  
and Foreign Trade
  - Mr Frank BELFRAGE, State Secretary for European Affairs  
and Foreign Trade
  
- For the **United Kingdom:**
  - Mr John Major, Prime Minister
  - Mr Douglas HURD, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
  - Mr David HEATHCOAT-AMORY, Minister of State, Foreign and Commonwealth Office

At the signing ceremony, speeches were made by Mr Andreas PAPANDREOU, President of the European Council, Mr Jacques DELORS, President of the Commission, and Mr Egon KLEPSCH, President of the European Parliament, and also by Ms Gro HARLEM BRUNDTLAND, Prime Minister of Norway, Mr Thomas KLESTIL, Federal President of Austria, Mr Martti AHTISAARI, President of Finland, and Mr Carl BILDT, Prime Minister of Sweden <sup>(1)</sup>.

---

(1) See Annex for the text of these speeches.

**ALLOCUTION DU PRESIDENT DU CONSEIL EUROPEEN**  
**- MONSIEUR ANDREAS PAPANDREOU**

C'est avec une très grande satisfaction que je vous souhaite la bienvenue à la cérémonie solennelle de signature du traité d'adhésion de l'Autriche, de la Suède, de la Finlande et de la Norvège à l'Union européenne, événement qui marque un pas important et significatif sur la voie du renforcement de la construction européenne.

Nos futurs partenaires sont des pays qui ont une riche tradition en matière de respect des principes démocratiques des droits de l'homme et de sauvegarde des droits sociaux des travailleurs, comme j'ai d'ailleurs pu le constater personnellement pendant la période de la dictature militaire en Grèce. Ils oeuvrent activement sur la scène politique internationale en faveur de la promotion de la paix et sont sensibles à la protection de l'environnement. Par conséquent, ils contribueront à renforcer encore l'entité politique et économique que constitue l'Europe unie.

Il est un fait que la fin de l'Europe bipolaire a créé la possibilité, et encore plus le besoin, de constituer une nouvelle Europe. Ayant surmonté les divisions artificielles qui lui ont été imposées par les différents conflits et idéologies, l'Europe dont nous rêvons sera unie pour défendre les idéaux de la démocratie, du pluralisme, de l'Etat de droit, du respect intégral des droits de l'homme et des principes de l'économie de marché.

Nous ne pouvons toutefois méconnaître que le bouleversement des équilibres de l'après-guerre s'est accompagné de poussées nationalistes, qu'il engendre des sentiments d'insécurité et qu'il renforce les tendances au repli aux niveaux national et régional, ainsi que l'individualisme. L'Histoire exige de l'Union européenne qu'elle assume ses responsabilités au niveau du continent tout entier et qu'elle contribue à la mise en place en Europe d'un ordre politique et économique fondé sur le libre consentement et la solidarité des peuples européens, dans le respect de leur histoire, de leur culture et de leurs traditions. N'oublions pas du reste que la procédure d'intégration européenne est née de la volonté de réconciliation des peuples européens, dans le but d'éviter à l'avenir les guerres qui ont tant ensanglanté l'Europe.

Le traité sur l'Union européenne constitue notre réponse à ce défi de l'Histoire. Il jette les bases du fonctionnement d'une politique étrangère et de sécurité commune, du renforcement de l'unification économique et monétaire, de la coopération dans les domaines des affaires intérieures et de la justice ; il pose donc les bases de la définition d'une présence plus forte de l'Europe unie sur la scène internationale.

Toutefois, la voie qui mène à l'intégration européenne constitue un processus permanent. Ainsi, nous envisageons l'avenir avec optimisme. La conférence intergouvernementale de 1996, dont la préparation, nous l'espérons, débutera prochainement, nous donnera l'occasion de détecter les éventuelles faiblesses du système actuel et de procéder aux réajustements qui s'avéreront nécessaires, avec la participation de nos nouveaux partenaires.

Mais, en tant que communauté de pays démocratiques, nous ne pouvons avancer sans l'appui de nos citoyens. Les résultats positifs du référendum autrichien, que nous saluons avec une grande joie, constituent un message clair d'optimisme et de confiance en l'Europe de demain, message qui s'adresse à l'opinion publique de l'Union et des Etats adhérents.

En même temps, ces résultats envoient un message positif aux autres pays européens qui approchent l'Union européenne en vue d'y adhérer.

J'aimerais saisir cette occasion pour exprimer une nouvelle fois notre grande satisfaction au Parlement européen sortant pour l'esprit de coopération dont il a fait preuve en dépit des difficultés matérielles et des contraintes de calendrier auxquelles il a été confronté lors de l'examen du traité d'adhésion et surtout pour la très large majorité à laquelle il s'est prononcé en faveur de cette élargissement.

Je suis réellement heureux de cette occasion qui nous est donnée aujourd'hui d'être tous réunis ici pour marquer solennellement la conclusion heureuse d'une négociation officielle qui a duré un an et pour laquelle d'importants efforts ont été déployés par seize Etats européens ainsi que par la Commission européenne.

En effet, il a fallu des décisions politiques courageuses et le travail d'un grand nombre de personnes pour parvenir au résultat actuel. Toutefois, nous pouvons tous être satisfaits de notre oeuvre et je peux vous assurer que, en tant que Président, je suis pour ma part fier que ces négociations aient été menées à bien sous la présidence grecque.

Je vous en félicite et vous souhaite la bienvenue au sein de l'Union européenne.

## ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION

- MONSIEUR JACQUES DELORS

La construction européenne ne peut être assimilée à un long fleuve tranquille. Elle connaît des périodes de dynamisme qui alternent, depuis son origine, avec des phases d'incertitude ou de crise. Dans les moments de doute, il est bon de constater que les raisons de vivre ensemble, qui ont été à l'origine de l'aventure communautaire, apparaissent toujours aussi valables. C'est, me semble-t-il, le message que nous délivrent l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède.

En effet, les motivations économiques - aussi importantes soient-elles - ne suffiraient pas à expliquer la volonté de ces pays de nous rejoindre. D'autant que les échanges économiques entre eux et l'Union sont déjà très développés. D'autant qu'avec le traité sur l'Espace Economique Européen, les quatre pays candidats avaient la possibilité de poursuivre les processus d'intégration et de coopération engagés avec l'Union.

Si bien qu'il faut chercher plus loin et sans doute remonter dans le passé, dans les années 50, lorsque les pères fondateurs de la Communauté ont voulu faire de notre continent européen un continent de paix, de compréhension entre les peuples, de coopération. Ces motivations sont toujours d'une brûlante actualité si l'on veut bien considérer les périls internes qui pèsent sur notre continent. La paix, elle n'est plus là dans un espace qui se situe entre l'Ouest de notre continent et Athènes. La compréhension entre les peuples, quant à elle, s'efface derrière les idéologies de rejet de l'autre. La coopération, elle demeure, fort heureusement, mais cette arme économique au service de la paix s'avère impuissante face au déchaînement des nationalismes de toute nature.

Sans doute, les nouveaux adhérents ont le sentiment que ce combat de tous les jours, pour la paix et contre l'intolérance, est aussi le leur. Et qu'unis à nous, ils le mèneront avec plus d'efficacité.

Car ce sont quatre démocraties exemplaires que nous accueillons, quatre pays qui ont toujours été à l'avant-garde pour ce qui est de la défense des droits de l'homme et du pluralisme politique. C'est pourquoi, avec leur appui, l'Union Européenne sera plus forte pour assumer ses responsabilités internationales.

Cette Europe de la diversité fait notre richesse et constitue un de nos atouts. C'est un des traits du modèle européen de société, c'est une des dominantes de notre humanisme, lequel plonge aussi ses racines en Scandinavie, comme dans cette Autriche qui assure un lien fort et invisible entre l'Ouest et l'Est de la grande Europe. Chez nos nouveaux partenaires, la démocratie économique et sociale a toujours été considérée comme inséparable de la démocratie politique, comme base essentielle du consensus national. Nous allons pleinement bénéficier de leurs apports, de leurs expériences pour précisément enrichir notre diversité et, à partir de là, nous projeter dans l'avenir.

Vivre à seize, ce ne sera pas facile. Et demain encore moins, avec une Union européenne élargie à d'autres pays amis. Ce qui justifie toute l'importance du rendez-vous politique et institutionnel de 1996. Mais le bon sens nous indique déjà, avec le renfort de notre mémoire, comment aller à l'essentiel. Au lieu de nous enfermer dans des querelles de détail sur le comment faire, mieux vaudrait nous rappeler sans cesse le pourquoi de notre aventure commune : le refus des antagonismes passés, la paix, l'acceptation de l'autre, le pluralisme intellectuel et politique, la volonté d'être, partout et à tout moment, au service de nos idéaux.

Avoir la fierté de cette Europe, ce n'est pas nous enfermer dans l'âge d'or de notre nostalgie. C'est au contraire marquer, par la combinaison de la lucidité et de l'expérience, notre volonté de demeurer debout, fidèles à nous-mêmes et soucieux d'assumer nos devoirs de citoyens de l'Europe et du monde. C'est dans cet esprit que je salue l'adhésion de ces quatre pays amis, comme une marque de confiance en notre avenir commun.

## ALLOCUTION DU PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN

- MONSIEUR EGON KLEPSCH

En tant que Président du Parlement européen, c'est pour moi un rare honneur de célébrer ici la signature des traités d'adhésion de la Norvège, de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

C'est le vote massif du Parlement européen, le 4 mai 1994, qui a permis la signature de l'Acte d'adhésion à l'occasion de cette réunion des chefs d'état et de gouvernement.

J'ai déjà souligné la portée historique du vote positif de notre Parlement et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de l'Union européenne.

Je voudrais le répéter hic et nunc: soyez les bienvenus! Je suis convaincu que votre adhésion renforce la démocratie parlementaire en Europe.

Le vote que le Parlement a émis le 4 mai dernier en faveur de l'adhésion témoigne notamment de son respect à l'égard des vertus d'une démocratie avancée qu'illustrent votre modèle de société démocratique et sociale, votre culture politique et votre engagement pour une politique transparente et ouverte.

Et n'est-il pas vrai, pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne et de ses élargissements successifs, que non seulement les pays candidats bénéficient de périodes transitoires, mais aussi que l'Union elle-même s'engage à porter le niveau de ses directives en matière d'environnement dans un délai de quatre ans à celui qui est en vigueur dans les pays candidats?

°  
° °

Pour le Parlement européen, devoir se prononcer sur l'élargissement juste à la fin de la législature a représenté à coup sûr la décision la plus difficile des cinq dernières années. Sur tous les bancs, on était conscient de la portée politique de cette décision et le retard subi par les négociations d'adhésion s'est traduit par un calendrier intenable pour le Parlement européen. Il faut d'autant plus remercier la Présidence grecque qui nous accueille ici: par un effort considérable, elle a assuré la mise au point des documents requis et permis in extremis au Parlement de se prononcer à bon escient.

Pour la première fois aussi, l'ensemble de l'opinion publique a pu se rendre compte que le Parlement de l'Union jouit de pouvoirs et de compétences considérables, dont il sait user avec responsabilité. C'est ce qu'il a déjà fait à plusieurs reprises, bien que de manière probablement moins spectaculaire, dans le cadre de la procédure de codécision, en matière législative et budgétaire.

Ce n'est pas sans peine que le Parlement s'est prononcé sur l'élargissement: les raisons en sont connues et ne sont pas imputables aux pays candidats.

Le Parlement estimait et continue à estimer que la réforme institutionnelle de l'Union ne doit pas suivre les négociations d'adhésion. Nous avons toujours souligné que la réforme institutionnelle nécessaire au bon fonctionnement de la Communauté devait s'opérer en concomitance avec les négociations d'adhésion. C'est la flèche que nous lançons à nos gouvernements et au Conseil.

Si nous avons toutefois voté l'avis conforme, c'est parce que nous croyons en la parole des chefs de gouvernement selon laquelle le Parlement européen sera associé de plein droit aux travaux du groupe préparatoire de la Conférence intergouvernementale de 1996 et parce que nous estimons que l'adhésion des nouveaux États membres se traduira par un renforcement des structures démocratiques de l'Union.

°  
° °

Du fait de son élargissement à la Norvège, à l'Autriche, à la Finlande et à la Suède, l'Union voit son centre géographique se déplacer. En outre, sa superficie augmente de 50%

Pour la première fois, l'Union aura une frontière commune avec la Russie. Ce seul fait révèle les nouvelles responsabilités extérieures de l'Union. Je considère comme particulièrement bénéfique la signature concomitante des actes d'adhésion et de l'accord de partenariat avec la Russie.

L'Union doit aussi affronter d'importants défis intérieurs. La crise de la croissance et de l'emploi ne peut être maîtrisée qu'en commun. Nous avons besoin d'une Union forte et solidaire dont les membres s'inspirent des valeurs et des convictions des pères fondateurs, d'une Union capable de gagner et de garder la confiance des citoyens.

La quatrième élection directe a montré combien cette nécessité se fera sentir à l'avenir et les résultats du vote autrichien montrent combien l'opinion est sensible à une bonne information.

°  
° °

Dans cette perspective, le Parlement nouvellement élu - à partir de 1995 avec les députés des nouveaux États membres - sera un partenaire fiable

Le Parlement européen restera, de plus en plus, la conscience démocratique de l'Union et l'avocat des bientôt 370 millions de citoyens pour qui cette Union doit représenter la paix, la liberté, la prospérité, la santé, l'emploi et la justice sociale.

## ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE DE LA NORVEGE

- MADAME GRO HARLEM BRUNDTLAND

Cette signature représente l'approbation formelle et la recommandation par le gouvernement norvégien de l'accord avec l'Union Européenne. Dans cinq mois, le peuple norvégien se prononcera par référendum sur l'adhésion de la Norvège.

C'est de tout coeur que le gouvernement norvégien recommande cet accord. A notre avis l'accord apportera à la Norvège un meilleur avenir, de meilleures perspectives pour l'emploi, pour l'économie, pour une paix durable et un meilleur environnement.

C'est à chaque pays de prendre en charge le partage des richesses. Face au nombre grandissant de tâches à remplir, les nations, petites ou grandes, se heurtent au même problème: seul, elles ne réussissent pas. Certes, il faut avant tout que la démocratie règne dans chaque pays, mais cela ne suffit pas. Il faut que la démocratie fonctionne à tous les niveaux - au niveau national et au niveau international.

La démocratie est née en Europe, ici en Grèce. C'est l'Europe qui montre le chemin en lui donnant une nouvelle dimension - celle d'une démocratie entre les nations. Grâce à la coopération au sein de l'Union Européenne, l'Europe a la possibilité de faire un pas de plus en trouvant des solutions communes à nos défis. La coopération Européenne est aussi la voie à suivre pour les partenaires du travail. En tant que membre, la Norvège prendra entièrement part de ces possibilités.

L'Union apporte une plus grande sécurité à une Europe qui a besoin de créer des emplois, de coopérer et d'avoir confiance en l'avenir. Au Nord, l'Europe occidentale rencontre la Russie - dans la région Baltique et dans la région Barents. L'adhésion des pays Nordiques permettra de consolider les nouvelles démocraties de l'Est par une action commune à la fois plus large et plus directe. La Norvège apportera son expérience internationale à l'Union Européenne. Chacun de notre côté, nous avons d'importantes tâches à accomplir. Mais nous pouvons aller infiniment plus loin en unissant nos forces.

Avec l'adhésion des nations nordiques, l'Union Européenne ne sera plus tout à fait la même, et l'identité norvégienne viendra s'ajouter à la communauté si diverse des nations et des régions européennes.

Nos conditions de vie et de travail sont différentes de celles du Sud de l'Europe. Le bien-être et l'emploi en Norvège sont étroitement liés à la nature. Notre avenir dépend d'une gestion responsable des ressources naturelles. C'est pourquoi nous ne serions pas ici aujourd'hui si les membres de l'Union n'avaient pas fait preuve de compréhension face à ces spécificités lors des négociations.

Notre pays s'étend tout en longueur, les gens habitent parfois très loin les uns des autres. Les Norvégiens sont néanmoins proches les uns des autres, unis par une tradition de solidarité, d'égalité des chances, et de responsabilité partagée face à l'avenir. C'est pourquoi nous ne serions pas non plus ici aujourd'hui si l'Europe n'avait pas accepté aussi notre spécificité.

Nous sommes heureux que les pays de l'Union européenne souhaitent la bienvenue à la Norvège. Les résultats des négociations sont très satisfaisants. En cas d'adhésion, la Norvège s'intégrera à l'Europe, sans être une exception.

Nous avons la conviction qu'ensemble nous pouvons créer un meilleur avenir. Dans nos efforts sur le plan national et dans la coopération entre les nations, nous mettons l'accent sur notre expérience de la vie de tous les jours. Nos principales préoccupations sont l'emploi, l'éducation, et la prise en charge des personnes âgées. Elles doivent constituer le fondement même de nos travaux communs. La Norvège apportera sa contribution à une communauté ouverte, solidaire et responsable.

Il appartient maintenant au peuple norvégien de prendre la décision. Un oui représente une meilleure garantie pour le bien-être en Norvège, et pour la Norvège au sein de l'Europe. A notre avis, ce sera la meilleure solution pour la Norvège. C'est pourquoi nous recommandons un oui - pour la cause de la Norvège.

## ALLOCUTION DU PRESIDENT FEDERAL DE L'AUTRICHE

- MONSIEUR THOMAS KLESTIL

Monsieur le Président du Conseil européen,

Monsieur le Président de la Commission européenne,

Monsieur le Président du Parlement européen,

Excellences, Mesdames, Messieurs,

C'est par un oui très convaincant, sans précédent dans l'histoire de l'Union européenne que les citoyens de la République d'Autriche se sont prononcés le 12 juin pour leur participation au processus d'unification européenne.

Ils ont par ce geste exprimé un message très clair :

- un message de foi en l'idée européenne,
- un message de confiance en l'Union européenne qui est aujourd'hui devenue le pôle central de stabilité de notre continent et
- un message de leur détermination à contribuer, à l'avenir, activement et avec engagement, à l'oeuvre de renforcement de la paix en Europe et à la réorganisation de l'Europe.

C'est donc avec une grande joie, soutenue par l'expression claire de la volonté de son peuple, que la délégation autrichienne vient de signer le traité d'adhésion.

Nous avons un long chemin derrière nous ; de nombreux amis de l'Autriche dans toute l'Europe nous ont accompagnés sur ce chemin et nous ont prêté leur appui et nous tenons, en cette occasion solennelle, à les remercier tous sincèrement pour leur compréhension et leur soutien. Nous nous réjouissons qu'un si grand nombre d'Européens se soient montrés convaincus qu'en fin de compte, sans l'Autriche, il ne saurait y avoir d'Union européenne.

Sans vouloir être présomptueuse, la République d'Autriche considère d'ores et déjà qu'elle se situe de toute évidence au coeur d'une Europe élargie ; en effet :

- c'est un pays qui peut revendiquer une tradition séculaire de participation active à la politique européenne. C'est à cette expérience historique qu'elle doit un profond scepticisme à l'égard du nationalisme, de la haine et de l'intolérance, mais aussi une ouverture toute particulière à l'idée de structures européennes plus larges ;
- c'est aussi un pays qui, compte tenu de sa stabilité et de son potentiel de réalisation appartient depuis des décennies à la famille des démocraties d'Europe occidentale hautement développées. C'est sur ces bases que l'Autriche s'est dotée d'un tissu social dense et de normes sévères en matière d'environnement. Notre participation à l'Union européenne aura également pour objectif de faire de ces acquis une norme pour toute l'Europe ;
- notre propre expérience nous a également enseigné que la démocratie se doit de rendre ses institutions toujours plus transparentes et plus proches des citoyens. A maintes reprises, l'Union européenne a fourni la preuve éclatante de sa volonté de poursuivre son développement et de sa capacité de se transformer. Nous espérons que nous, Autrichiens, par notre adhésion au fédéralisme et à la subsidiarité, pourrons apporter notre contribution à l'ensemble de l'Europe ;

- L'Autriche est également un pays de ponts et de points de passage ; il en résulte une compréhension particulière pour la diversité des cultures et des traditions et un sentiment de solidarité étroite avec les jeunes démocraties des pays voisins. Après des décennies de dictature, celles-ci peuvent enfin partager avec nous les valeurs de la liberté et de la démocratie et attendent aujourd'hui avec impatience de pouvoir participer au processus d'intégration. Je suis convaincu que l'Autriche est le lieu idéal à partir duquel l'Union européenne pourra à l'avenir poursuivre ses efforts en direction de toute l'Europe. L'intégration et la solidarité sont les fondements les plus sûrs de cette grande oeuvre de pacification.

Mesdames, Messieurs,

Plus que tous les autres pays d'Europe, la République d'Autriche a participé, du fait de sa proximité directe, aux bouleversements historiques intervenus en Europe. Ses citoyens savent que leur sécurité restera aussi à l'avenir indissolublement liée à la sécurité de l'Europe et se sentent fortement concernés par l'édification d'un ordre englobant l'ensemble de l'Europe. C'est avec joie et confiance que nous envisageons donc notre coopération au sein de l'Union européenne. Nous nous sommes bien préparés à notre rôle de membre de l'Union et sommes résolus à contribuer de toutes nos forces à la réorganisation et à l'unification de l'Europe.

Puissent nos efforts communs être couronnés de succès !

## ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA FINLANDE

- MONSIEUR MARTTI AHTISAARI

J'ai le grand plaisir d'être ici le témoin de cette signature historique. Ce jour est mémorable dans l'histoire pour l'Europe tout entière. Nous avons fait, aujourd'hui, un pas en avant dans le sens du renforcement de l'intégration économique et politique de notre continent.

Permettez-moi de vous transmettre, Monsieur le Premier Ministre, les chaleureux remerciements du gouvernement de la Finlande, pour le travail résolu que l'Union européenne, sous la présidence de la Grèce, a effectué afin de parvenir à une issue favorable des négociations en vue de l'adhésion de la Finlande.

Je voudrais également remercier les autres pays membres, le Secrétariat du Conseil et la Commission pour la considération dont ils ont fait montre à l'égard de la Finlande pendant les négociations d'adhésion.

Nous sommes très sensibles au fait que le Parlement européen ait approuvé notre adhésion à une grande majorité.

L'issue des négociations offre une bonne base à l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne. Afin que les changements qu'implique cette adhésion, en particulier ceux qui concernent le monde rural et les régions reculées de la Finlande, puissent être gérés sans problèmes majeurs, le gouvernement a décidé des mesures nationales destinées à atténuer le changement et à faciliter l'adaptation, à long terme.

En Finlande, le débat dans l'opinion relatif à l'adhésion à l'Union européenne a été animé. Le débat fait aussi place aux préoccupations liées aux droits de participation des citoyens, à la conservation de mode de vie nordique et à la protection de l'environnement.

L'Union européenne est le facteur essentiel du renforcement de la sécurité sur notre continent. La responsabilité sociale, de l'échange, le respect des droits de l'homme et le bien-être économique sont des ferments de la sécurité. Cette Europe-là ne connaît pas de lignes de partage économiques et sociales et tous ses Etats peuvent prendre part sur un pied d'égalité au processus d'intégration. L'extension de l'Union renforce encore le développement favorable de la stabilité sur notre continent.

Le gouvernement de la Finlande soutient les objectifs économiques et politiques de l'Union. L'adhésion de la Finlande renforcerait la dimension nordique de l'Union. Ceci, j'en suis sûr, donnerait à l'Union une vigueur économique et politique supplémentaire.

Il est très important que l'Union se développe au bénéfice de ses citoyens et à leurs conditions. Ce sera aussi, par la suite, le défi majeur pour le développement de l'Union européenne.

En devenant membre de l'Union européenne, la Finlande est animée par le désir d'apporter une solide contribution à son développement. Nous percevons l'Union de demain comme une communauté où règne la tolérance et la sécurité, qui unit les peuples et les citoyens du continent et à laquelle chaque citoyen s'identifie.

## ALLOCATION DU PREMIER MINISTRE DE LA SUEDE

- MONSIEUR CARL BILDT

La signature de ce traité constitue une étape historique pour la Suède et aussi une étape historique pour la coopération européenne avec toutes les possibilités qu'elle ouvre.

Le traité que je signe aujourd'hui est l'accord le plus important que mon pays ait négocié et signé au cours de ce siècle.

Il sera soumis par référendum au peuple suédois au mois de novembre.

La Suède a toujours fait partie de l'Europe. Nous sommes fiers des contributions que nous avons pu apporter dans le passé à l'évolution commune de l'Europe et nous lui sommes reconnaissants de ce qu'elle nous a apporté dans différents contextes.

Il est hautement symbolique que cette signature ait lieu en Grèce, berceau de la démocratie qui la première a démontré le caractère indispensable de la coopération entre Etats indépendants et la force qui en résulte.

L'Union à laquelle nous désirons participer et que nous souhaitons voir se développer est une communauté qui renforcera la démocratie et la coopération en Europe, garantissant ainsi la paix qui est une condition préalable à toute évolution.

Je suis un représentant de la génération née après la deuxième guerre mondiale, mais je sais aussi que notre génération n'a pas le droit de considérer que la paix en Europe est définitivement acquise.

Au-delà des lointaines montagnes de l'autre côté du détroit de Corfou, il y a l'Albanie, récemment libérée du communisme et, au-delà encore, le Kosovo, toujours sous l'oppression et, un peu plus loin encore, la Bosnie et Sarajevo avec leur somme de tragédies et de souffrances.

Nous n'avons pas le droit de considérer que la paix en Europe est définitivement acquise et je suis profondément convaincu que seule une coopération intensifiée et élargie entre les nations et les peuples d'Europe peut garantir la paix et prévenir les tragédies, la souffrance et la misère.

Ceci ne vaut pas uniquement pour cette partie de l'Europe mais également pour tout le reste du continent.

La partie occidentale de l'Europe accède enfin à l'unité. Les pays nordiques sont restés en dehors de cette coopération depuis bien trop longtemps, mais ils ont maintenant l'occasion d'y participer et d'influer sur les événements.

Ceci est important pour assurer aussi la stabilité et la sécurité dans le nord de l'Europe.

Mais il ne suffit pas d'unifier l'Europe occidentale, nous devons aussi oeuvrer à l'unification de l'Europe dans son ensemble.

Il ne faut pas sous-estimer les problèmes que cela soulèvera, mais les problèmes qui se poseront tôt ou tard si nous ne le faisons pas ne sauraient être négligés.

La réunification de l'Europe est la tâche historique qui nous incombe pour les années à venir.

La coopération à l'intensification et à l'extension de laquelle nous souhaitons participer doit être une coopération ouverte menée dans un esprit de confiance entre nations européennes libres et fières.

Mais en même temps, cette coopération doit être forte et puissante pour que nous puissions affronter les grands défis qui nous attendent et qui ne peuvent être résolus que de manière commune.

Nous savons qu'il nous faut associer nos efforts pour renforcer la croissance et la compétitivité de nos économies afin d'être en mesure de mettre un terme à la stagnation et au chômage qui nous affectent actuellement.

Nous savons que nous devons mettre en commun nos efforts pour communiquer à nos économies la force sans laquelle les objectifs de sécurité et de prospérité pour tous ne pourront jamais être atteints.

Nous savons que nous devons mettre en commun nos efforts pour aborder les problèmes d'environnement qui ne s'arrêtent pas aux frontières nationales.

Nous savons que le meilleur moyen de mettre en place des sociétés libres, des économies libres et la liberté des échanges au niveau mondial est d'oeuvrer en commun tous ensemble.

L'une des figures les plus remarquables de la Suède de l'après-guerre, Dag Hammarskjöld, qui est devenu par la suite Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'était exprimé dès 1951 sur la manière dont nous devons "choisir l'Europe".

A ses yeux, l'Europe n'était pas seulement l'héritière des traditions de Jérusalem, d'Athènes et de Rome, mais impliquait aussi un engagement commun à édifier des sociétés fondées sur les principes de l'humanisme, de la démocratie et de l'Etat de droit qui découlent de ces traditions.

C'est dans l'esprit de Dag Hammarskjöld, un esprit pétri d'humanisme et d'internationalisme, que la Suède se voit offrir l'occasion de choisir l'Europe lors du référendum et de participer pleinement à la coopération européenne.